



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

<i>Guerre en Ukraine : la mue brutale de l'Allemagne</i>	<i>Page 2</i>
<i>Guerre en Ukraine – Joschka Fischer : « Le virage allemand est profond et durable »</i>	<i>Page 3</i>
<i>Guerre en Ukraine : l'Europe à la recherche de sa puissance militaire</i>	<i>Page 6</i>
<i>La politique de défense européenne : quelle autonomie pour l'UE ?</i>	<i>Page 8</i>
<i>La Boussole stratégique : quel cap pour la défense européenne ?</i>	<i>Page 10</i>
<i>L'Union européenne va mettre en place une nouvelle force militaire de réaction rapide</i>	<i>Page 13</i>
<i>L'armée française n'est pas prête pour un combat de « haute intensité »</i>	<i>Page 14</i>
<i>Missiles, satellites, avions... Ce qui manque à l'armée française</i>	<i>Page 16</i>
<i>"La remontée en puissance de l'armée française ne se fera pas en un jour "</i>	<i>Page 19</i>
<i>Guerre en Ukraine : l'article à lire pour comprendre pourquoi la mise en place d'une défense européenne commune est si compliquée</i>	<i>Page 21</i>
<i>Baverez – La mondialisation est définitivement morte</i>	<i>Page 25</i>
<i>Un mois de guerre en Ukraine vu par cinq reporters sur le terrain : Cela me rappelle la Tchétchénie"</i>	<i>Page 27</i>



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Guerre en Ukraine : la mue brutale de l'Allemagne

LETTRE DES ARMÉES. C'est une révolution dans les affaires allemandes. En pleine guerre en Ukraine, Berlin a annoncé une forte augmentation de son budget militaire.



Soldat allemand à l'entraînement sur la base de Munster. © SEBASTIAN GOLLNOW / DPA via AFP
Par Jean Guisnel

Dimanche, au 4^e jour de l'offensive russe en Ukraine, le chancelier allemand Olaf Scholz a fait sensation devant le Bundestag déclarant que son pays allait doter ses forces armées (Bundeswehr) de 100 milliards d'euros dès 2022 et porter le budget militaire à « plus de 2 % du produit intérieur brut (PIB) ». Le budget de la défense de Berlin se monte à 50,3 milliards d'euros, soit 1,5 % du PIB, en nette augmentation par rapport à celui de 2021. La nature des 100 milliards supplémentaires, qui représentent deux annuités du budget actuel, devra être précisée. Il s'agit vraisemblablement de permettre à la Bundeswehr de lancer des commandes et des engagements pour des programmes déjà engagés et de financer des matériels futurs.

Il y a urgence : le jour de l'invasion russe, jeudi 24 février, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Alfons Mais, a fait publiquement état, sur le réseau LinkedIn, d'un cruel constat : « La Bundeswehr, que j'ai le privilège de diriger, est plus ou moins nue. Les options que nous pouvons proposer aux politiques pour soutenir l'Alliance sont extrêmement limitées. » En France, un connaisseur au contact fréquent de l'armée allemande nous lance : « Il faut être juste et dire les choses : c'est une ONG ! » Cela va changer, et c'est une révolution.

Accord de coalition

Les 2 % du PIB sont un objectif demandé aux pays membres de l'Otan. L'Allemagne est depuis longtemps réticente et dans la coalition gouvernementale, le SPD – auquel appartient le chancelier Scholz – était traditionnellement opposé à des efforts supplémentaires. Mais les lignes avaient commencé à bouger et dans l'accord de coalition, conclu après le départ d'Angela Merkel, un volume de 3 % du PIB avait été prévu pour l'action extérieure allemande, pour le renforcement de sa diplomatie, de son aide au développement et pour « remplir ses engagements au sein de l'Otan ».

Le curseur va donc être poussé du côté des militaires. Ils en auront besoin si le pays veut augmenter ses effectifs de 200 000 hommes environ, améliorer l'entretien de son matériel vétuste, en commander des neufs et lancer de nouveaux programmes, comme le Système de combat aérien du futur (Scaf). L'Allemagne fait partie du projet avec la France et l'Espagne, mais traîne les pieds... Il doit succéder au Rafale et à l'Eurofighter Typhoon.

Une évolution profonde

Pour les connaisseurs de la politique de défense allemande, ce changement de pied de l'Allemagne en matière de défense, qui paraît brutal et seulement motivé par la guerre en Ukraine, n'est pas vraiment une surprise. Il se situe « dans la continuité d'une augmentation constante et progressive depuis 2015, alors qu'avant cette date le budget de la défense avait marqué un recul certaines années », note Jacques-Pierre Gougeon, professeur des universités, et directeur de recherche à l'Iris où il dirige l'Observatoire sur l'Allemagne.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Il rappelait également sur le site de l'Iris, le 20 janvier dernier, que la nouvelle ministre de la Défense allemande, la sociale-démocrate Christine Lambrecht, classée de surcroît à l'aile gauche du SPD, avait prononcé six jours plus tôt un discours très remarqué, dans lequel elle anticipait les futurs propos du chancelier : « Notre sécurité en Europe et au-delà est confrontée actuellement à de grands défis », avait-elle déclaré. Jacques-Pierre Gougeon notait alors : « C'est une évolution capitale outre-Rhin : le rapport à l'armée fédérale est bien sur la voie de la normalisation sans que cela fasse grand bruit. » Il insistait sur la transformation profonde de l'opinion publique allemande, désormais favorable à 49 % à l'augmentation du budget militaire : « Dans un pays, où le sujet reste inflammable avec des éléments de culture pacifiste, encore marqués chez une partie des sociaux-démocrates et chez les Verts, et toujours présents dans le débat public, ces chiffres méritent d'être relevés. »

Pour la France, ces mouvements allemands vont avoir de fortes conséquences. Ces augmentations budgétaires soudaines font clairement renforcer le poids de l'Allemagne dans le monde de la défense continentale, où seuls le Royaume-Uni et la France peuvent se targuer d'un budget supérieur à 2 % du PIB. Faut-il s'attendre à la fin de la lourde réticence des Allemands aux interventions extérieures ? Quant aux marchés de l'armement, il est vraisemblable que les choses bougent. En acceptant samedi de livrer des armes antichars à l'Ukraine en guerre, Berlin a fait l'un des pas en avant qui aura de fortes conséquences. Rappelons qu'il y a encore quelques jours, Berlin n'avait accepté de livrer à Kiev que des casques. La guerre en Ukraine fait très profondément bouger les lignes, y compris au sein de l'Union européenne.

Guerre en Ukraine – Joschka Fischer : « Le virage allemand est profond et durable »

ENTRETIEN. L'ancien chef de la diplomatie allemande, tendance écolo-réalo, voit la naissance d'une nouvelle Europe après la volte-face de Berlin sur la défense.



Joschka Fischer a été vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères de la République fédérale pendant près de huit ans, de 1998 à 2005.

© JOHN MACDOUGALL / AFP - Propos recueillis par Pascale Hugues - Publié le 05/03/2022 à 12h00 - Modifié le 05/03/2022 à 12h48

Figure de la politique allemande, ancien soixante-huitard, fondateur et dirigeant du parti Vert, militant européeniste avant tout, Joschka Fischer a été vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères de la République fédérale pendant près de huit ans, de 1998 à 2005. Son passage au gouvernement de coalition entre Verts et sociaux-démocrates dirigé par Gerhard Schröder a été marqué par la première participation militaire de l'Allemagne à une guerre depuis 1945, lors de l'opération menée par l'Otan au Kosovo en 1999 – ce qui lui permit de briser deux tabous simultanément, celui de l'envoi de soldats allemands à l'étranger et celui du pacifisme et de l'antimilitarisme de son parti écologiste.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Bien que retiré de la vie politique active, il reste un observateur attentif de l'évolution du monde et il intervient régulièrement dans le débat public. Il est aussi un essayiste prolifique avec une vingtaine de livres à son actif dont, parmi les plus récents, deux ouvrages consacrés au déclin de l'Occident (*Der Abstieg des Westens*, 2018) et à la géopolitique du XXI^e siècle (*Willkommen im 21. Jahrhundert*, 2020), tous deux non traduits en français. Entretien.

Le Point : L'Europe et l'Allemagne tout particulièrement ont-elles fait preuve de naïveté face à Vladimir Poutine ?

Joschka Fischer : De naïveté, oui, certainement. L'erreur fondamentale que nous avons tous commise, moi y compris, était de croire qu'après la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique, nous étions entrés dans un nouvel ordre mondial où la paix régnerait. Mais les visées hégémoniques et l'autoritarisme du gouvernement russe n'ont pas disparu du jour au lendemain. Vladimir Poutine n'a jamais caché son jeu, et pour l'Allemagne, ce n'était pas facile. Il ne faut pas oublier que la période nationale-socialiste de 1933-1945 et la Seconde Guerre mondiale continuent d'être un profond traumatisme pour notre pays.

Un traumatisme ou un alibi ? Quatre-vingts ans après la guerre, les Allemands peuvent-ils toujours se référer au passé pour justifier leur refus d'intervenir militairement ?

Mes amis français ont toujours du mal à comprendre qu'il s'agit bien d'un traumatisme dont les racines sont très profondes. Et il a fallu que nous soyons confrontés à une crise d'une telle ampleur, l'invasion de l'Ukraine, pour que les choses changent. La session spéciale du Bundestag du 27 février, marquée par le discours historique du chancelier Olaf Scholz, a témoigné d'un changement radical de la politique de défense de notre pays. Le gouvernement a l'appui de la grande majorité de la population. Emmanuel Macron a eu raison de dire que l'Europe devait devenir une puissance capable d'assurer sa propre défense. Tout cela va donc dans la bonne direction.

Ce virage à 180 degrés est particulièrement évident chez les Verts, votre parti, dont le pacifisme est pourtant un des principes fondateurs.

C'est comme ça quand on fait partie d'un gouvernement. On est durement confronté à la réalité. Bien entendu, j'aurais préféré qu'il n'y ait pas de guerre. Mais ce conflit aura au moins servi de déclic.

La volte-face allemande est néanmoins surprenante : l'Allemagne était critiquée pour n'avoir accepté de fournir que des casques à l'armée ukrainienne et, soudain, elle livre des armes létales...

Notre politique de défense s'est transformée graduellement, mais, aujourd'hui, le dernier tabou a été brisé. Prenez la France et l'Allemagne, deux puissances à peu près égales. Et pourtant, c'est le jour et la nuit. Vous avez eu une chance folle avec le général de Gaulle. Il a sauvé la France en la plaçant du côté des vainqueurs. Grâce à lui il y a eu une continuité en France après la Seconde Guerre mondiale, alors que l'Allemagne, elle, s'est complètement effondrée. Le président Macron a très bien compris que cette crise va insuffler une nouvelle force à la relation franco-allemande. Le triangle de Weimar (France-Allemagne-Pologne, NDLR) était une idée abstraite lancée par les anciens ministres des Affaires étrangères allemand et français, Hans-Dietrich Genscher et Roland Dumas. Elle n'a jamais fonctionné, j'en ai fait l'expérience. Et voilà qu'avec la guerre en Ukraine, ça marche ! À mon avis, nous faisons face à une césure bien plus importante que celle de 1989. Notre monde est profondément ébranlé. Pour Poutine, l'Ukraine n'est qu'un prétexte. C'est de nous qu'il s'agit en réalité. C'est notre démocratie que Poutine a attaquée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Où sont passés les pacifistes allemands qui furent longtemps si puissants, notamment chez les Verts ?

Bien sûr, chez les Verts, on va continuer à débattre. C'est la loi dans une démocratie saine. Mais cette tradition pacifiste s'est heurtée à la réalité et les conséquences pour l'Allemagne et pour l'Europe seront profondes, car Poutine ne s'attaque pas seulement à l'indépendance de l'Ukraine, mais aussi au projet européen basé sur le renoncement à la violence, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières. Ce changement de la politique de défense allemande n'est pas un réflexe momentané. Il sera durable et profond. Et il aura de fortes conséquences pour l'Europe et pour la relation franco-allemande. C'est une bonne décision : l'Europe doit être en mesure d'assurer sa propre défense. C'est la grande leçon à tirer des événements actuels.

C'était aussi la position d'Angela Merkel.

Angela Merkel l'a dit à plusieurs reprises, mais elle n'a jamais agi en ce sens. Il faut souvent une grande crise pour faire avancer les choses.

Comment analysez-vous la réaction des pays européens aujourd'hui ?

Les Européens sont unis comme ils ne l'ont jamais été. Pour la première fois depuis Hitler, un État souverain est attaqué, ses frontières sont violées. L'Ukraine est membre des Nations unies et du Conseil de l'Europe. Les raisons de notre unité sont donc très claires : nous nous sentons menacés. Notre démocratie, notre façon de vivre. C'est pour ces valeurs qui sont les nôtres que les Ukrainiens se battent. La solidarité au sein de l'Union européenne est donc énorme. Tous les pays de l'EU ont ouvert leurs portes aux réfugiés : les Polonais, les Hongrois... Tous ont octroyé aux Ukrainiens le droit d'entrer, de séjourner et même de travailler chez eux pendant trois mois. Tout cela était inimaginable il y a quelques jours encore. C'est une nouvelle Union européenne qui est en train de naître sous nos yeux. Et il va falloir maintenant travailler pour la façonner. Car cette nouvelle Europe ne va pas naître d'un claquement de doigts. Nous ne devons plus répéter les mêmes erreurs. Nous devons maintenant transformer l'Europe et cette transformation doit se faire avant un éventuel élargissement.

Comment les Allemands vont-ils réagir quand les conséquences économiques se feront sentir chez eux, en particulier quand leur facture de gaz va considérablement augmenter ?

Il existe sur ce point un consensus très large en Allemagne. Notre pays doit le plus vite possible être indépendant de son approvisionnement énergétique. Je ne pense pas que le gazoduc Nordstream 2, dont la certification a été suspendue, entrera jamais en fonction. C'est une décision très difficile à prendre. Mais la transition énergétique a beaucoup progressé en Allemagne. Les énergies alternatives se mettent en place. Je suis très optimiste. Il n'est pas trop tard.

Que pensez-vous des affinités russes de l'ancien social-démocrate chancelier Gerhard Schröder, qui fut votre coéquipier au sein du gouvernement ?

Je ne partage absolument pas sa position, et je ne veux pas en dire davantage.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

De qui le président russe a-t-il peur ?

Vladimir Poutine veut créer une zone d'influence soviétique. Il veut ramener l'Ukraine sous le joug du Kremlin, la priver de son indépendance. En s'orientant de plus en plus vers l'Europe, l'Ukraine a essayé d'échapper au cycle éternel de pauvreté, d'oppression et aux ambitions impérialistes de la Russie. Poutine veut que la Russie redevienne une puissance mondiale, faire oublier l'humiliation que constitua l'effondrement de l'URSS. Il veut que la Russie soit sur un pied d'égalité avec les États-Unis et la Chine. Et cela implique qu'il se confronte à l'Europe. En dépit de ce que veut faire croire la propagande officielle, Poutine n'a pas peur de l'Otan. Ce qu'il craint, c'est l'Europe et la démocratie libérale qu'elle incarne. « Pourquoi pas nous ? » demandent aujourd'hui les Ukrainiens. « Pourquoi nos voisins peuvent-ils vivre ainsi et pas nous ? » demanderont un jour les Russes à leurs dirigeants. Ces questions et ces revendications mettent en danger le système autoritaire de Poutine. C'est l'Union européenne et non l'Otan qui fait peur à Poutine. C'est elle qui le déstabilise.

Guerre en Ukraine : l'Europe à la recherche de sa puissance militaire

Le 1^{er} livre blanc de la défense européenne est adopté ce lundi 21 mars par les ministres des Affaires étrangères et de la Défense. Le fruit d'un long travail.



Conférence de presse du haut représentant de l'Union européenne, Josep Borrell, à l'issue du conseil des affaires étrangères européen à Bruxelles, le 20 mars.

© Nicolas Landemard / Le Pictorium / MAXPPP / Le Pictorium/Maxppp - Par Emmanuel Berretta
Publié le 21/03/2022 à 11h00 - Modifié le 21/03/2022 à 12h17

En 2020, Angela Merkel préside l'Union européenne en pleine pandémie. Sous son impulsion, l'Allemagne propose d'élaborer une « boussole stratégique » pour guider, au cours des dix prochaines années, les premiers pas de l'Europe de la défense. La chancelière était loin de se douter qu'une guerre frapperait aux portes de l'Europe deux ans plus tard, au moment même où le travail lancé sous sa présidence aboutit, sous la présidence de l'UE d'Emmanuel Macron. La boussole stratégique n'est rien d'autre que le premier « livre blanc » de la défense européenne.

Les réflexions des 27 États membres (avec l'appui de leurs services de renseignements) sont arrivées à terme : la boussole stratégique va être adoptée lundi 21 mars par le conseil des affaires étrangères de l'UE en formation « jumbo » (réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense). Puis celle-ci sera endossée par les chefs d'État et de gouvernement réunis à Bruxelles les 24 et 25 mars.

La clause d'assistante mutuelle

Pourquoi une boussole stratégique propre à l'UE quand l'Otan existe déjà ? D'abord, tous les membres de l'UE ne sont pas membres de l'Otan. Le cas particulier des « pays neutres », comme l'Irlande, l'Autriche, Malte, la Finlande et la Suède, doit être pris en compte, bien que la Finlande et la Suède puissent demander rapidement leur adhésion à l'Otan.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Il existe, en outre, entre les membres de l'UE une clause d'assistance mutuelle en cas d'agression armée (l'article 42-7 du traité sur l'UE). Cette clause s'impose également aux États dits « neutres ».

La défense européenne est aussi nécessaire dans la mesure où les Américains, qui se redéplient en zone Asie-Pacifique, n'ont pas toujours des intérêts alignés sur ceux des Européens. Que dire également des Turcs qui, bien que membres de l'Otan, déploient une activité agressive en Méditerranée envers les intérêts européens ?

Augmenter les dépenses militaires

Pour l'ensemble de ces raisons, les Européens doivent sortir de l'enfance et assumer eux-mêmes leur sécurité ou défendre leurs intérêts dans le monde par leurs propres moyens. Cela prendra du temps et nécessite des investissements financiers importants. La crise en Ukraine a réveillé la peur ; les États membres se sont engagés à rehausser leurs dépenses militaires à au moins 2 % de leur PIB. Dans les années à venir, il faudra que les actes suivent les promesses...

C'est une étape importante dans le cadre d'une Europe puissante qui s'affirme dans la géopolitique mondiale. Pour la première fois, les 27 États membres s'accordent non seulement pour identifier les différentes menaces qui cernent l'Europe mais aussi pour définir les capacités militaires nécessaires pour relever les défis de la sécurité dans toutes les dimensions : le matériel, le renseignement, les capacités de projections, le spatial, les cyberattaques, les guerres hybrides comme on en a vu en Biélorussie avec l'instrumentalisation des migrants.

À chacun sa priorité

Le haut représentant pour les relations extérieures, Josep Borrell, a travaillé main dans la main avec le commissaire Thierry Breton, responsable de la défense, pour en définir les grandes lignes. Mais les États membres ont grandement nourri ce document volumineux qui exige, selon des sources bruxelloises, « au moins deux heures de lecture ». Naturellement, ces dernières semaines, l'irruption de la guerre en Ukraine a amené les États membres à adapter encore quelque peu cette boussole stratégique, qui, cependant, conserve une dimension prospective.

Dans l'éventail des menaces identifiées, la « boussole stratégique » est très complète puisque chaque État a pu glisser dans le document les menaces qui lui sont les plus proches. Les États du Sud pointent le problème au flanc sud de la Méditerranée ; les États scandinaves insistent sur les risques dans l'Atlantique Nord et la Baltique, voire le Grand Nord ; les pays d'Europe centrale et les pays baltes peuvent se satisfaire de la désignation de la menace russe. En revanche, à ce stade, les menaces ne sont pas encore formellement hiérarchisées, même si tout le monde comprend bien que la présence de Vladimir Poutine au Kremlin fait remonter le dossier russe en haut de la pile.

Comblent les lacunes dans les équipements militaires

Josep Borrell a proposé tout un éventail de capacités militaires (du transport aux drones armés), mais le document ne dit pas où précisément les déployer. L'UE doit, par exemple, combler de graves lacunes en matière de renseignements, d'observation satellitaire et de reconnaissance aérienne, autant de domaines où sa dépendance aux États-Unis est cruelle. Elle doit aussi sécuriser ses télécommunications en cas de cyberattaque. Le lancement annoncé d'une ceinture satellitaire de basse altitude devrait y remédier.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Josep Borrell avait également fait mention d'une force militaire d'intervention rapide qui offrirait aux Européens la capacité de se projeter, éventuellement, hors des frontières de l'Europe en cas de besoin et en dehors des missions de l'Otan. Cette force d'intervention rapide figure bel et bien dans le document. Les moyens seraient adaptés aux missions définies par le Conseil européen. Borrell a évoqué le chiffre de 5 000 hommes armés, très qualifiés, entraînés ensemble et dotés des moyens nécessaires (drones, transports, renseignements, patrouilleurs). En fait, tout dépendra de la mission.

Combiner l'Otan et la défense européenne

Il est important de souligner que la « boussole stratégique » n'est pas en contradiction avec l'Otan, et les moyens de la défense européenne ne sont pas non plus redondants avec ceux déjà déployés de l'Otan. En fait, ce sont les mêmes soldats, les mêmes moyens qui sont mobilisés par l'Otan qui seront déployés par une mission européenne. Plus les États membres augmentent leurs dépenses militaires, plus ils sont à même de renforcer à la fois les moyens de l'Otan et ceux de l'Union européenne. Le Conseil a également mandaté Josep Borrell afin de créer des passerelles de collaboration entre l'Agence européenne de défense et le département américain de la Défense.

La politique de défense européenne : quelle autonomie pour l'UE ?

La notion d'autonomie stratégique européenne, largement portée par la France, vise à faire de l'Europe un acteur stratégique crédible, équipé et apte à assumer des responsabilités globales. Ce concept suscite des réticences, en particulier parmi les Européens ayant longtemps désinvesti le domaine de la défense, déléguant largement cette responsabilité à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Certains États (d'Europe centrale et orientale) voient dans le projet d'autonomie un risque d'affaiblissement de la relation de sécurité avec les États-Unis, tandis que d'autres (Autriche, Irlande) craignent une atteinte à leur politique de neutralité.

Faire converger les vues d'une trentaine de pays géographiquement, historiquement et politiquement aussi différents est indéniablement un défi. Le conflit en Ukraine devrait conduire à un « réveil stratégique » de nos partenaires européens. Le « partage du fardeau », légitimement appelé par Washington, deviendra indispensable pour que l'Europe puisse durablement agir, de manière déterminée, et contribuer directement à sa sécurité. Sa capacité à contrer des menaces de plus en plus complexes et à défendre efficacement le droit, les valeurs démocratiques ainsi que la liberté d'accès aux espaces communs, dans un contexte de confrontation militaire dans son voisinage immédiat, en dépendra.

L'Europe sur la voie du réveil stratégique La montée des périls ressentie fortement depuis 2014 aussi bien à l'Est qu'au Sud – sous le double effet de la crise ukrainienne et de la menace terroriste – a suscité un début de prise de conscience. Une réelle dynamique s'est engagée au niveau de l'Union européenne (UE) après une décennie sans avancée majeure en matière de défense et de sécurité. Sur le plan politique, plusieurs nouveaux instruments ont été créés : la Coopération structurée permanente (CSP) vise à conduire des projets de défense en cercle restreint (participation volontaire des États membres) permettant de se libérer des contraintes des décisions à l'unanimité. Au niveau capacitaire, le Fonds européen de défense (FED), doté de 8 milliards d'euros pour la période 2021-2027, contribue à l'émergence d'une base industrielle et technologique de défense européenne. Sur le plan opérationnel enfin, la Facilité européenne pour la paix (FEP) permet depuis 2021 la fourniture d'équipements militaires (y compris létaux) aux armées partenaires.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Mais l'UE n'est pas le seul cadre dans lequel une autonomie stratégique européenne se construit : la France, rejointe par 12 autres nations, a lancé en 2017 l'Initiative européenne d'intervention qui vise à renforcer la capacité à agir ensemble en opérations ; des programmes bilatéraux ou trilatéraux (avion de combat SCAF, char MGCS) ou des décisions emblématiques (choix grec et croate du Rafale) dynamisent la coopération industrielle ; sur le terrain enfin, la force de contre-terrorisme Takuba au Sahel (avec neuf États) et l'opération EMASoH de surveillance maritime dans le golfe arabo-persique (avec huit nations) ont constitué des marqueurs forts de la volonté de certains pays de s'engager dans la gestion des crises lointaines.

Le choc de l'invasion de l'Ukraine

L'opération lancée en Ukraine par Vladimir Poutine le 24 février 2022 bouleverse à l'évidence le tempo de cette lente construction. Ce retour fracassant de la guerre sur le continent européen a contraint l'UE, et plusieurs de ses membres, à lever le tabou de l'exercice de la puissance militaire. Témoin le plus marquant, la décision de livrer massivement des armes à l'Ukraine que ce soit par l'UE (via la FEP) ou à titre national par des États jusqu'ici opposés à de telles pratiques, comme l'Allemagne ou la Suède. L'invasion de l'Ukraine fait surtout la démonstration des risques encourus par une Europe dont les gouvernements – et les peuples – semblaient souvent vouloir ignorer le fait guerrier, et impose désormais d'y répondre avec ambition.

Il est toutefois encore trop tôt pour déterminer l'impact exact de ce conflit sur la construction d'une politique européenne de défense dotée d'une certaine autonomie. Symboliquement, le ralliement de l'Allemagne à l'objectif des 2 % de produit intérieur brut (PIB) consacrés à la défense – accompagné d'un investissement de 100 milliards d'euros –, l'annonce d'un objectif à 3 % pour la Pologne en 2023 ou encore celle d'un référendum au Danemark sur la fin de « l'opt out » (non-participation) à la Politique de sécurité et de défense commune (PCSD), signent une dynamique de réarmement des Européens. Mais il est aussi très vraisemblable que l'OTAN, parfois jugée moribonde, retrouve à cette occasion toute la pertinence de ses origines. Quelle articulation alors envisager entre l'Alliance et l'UE, et quelles perspectives pour une souveraineté européenne ?

L'enjeu de la « Boussole stratégique »

En 2020, les Européens ont entamé la rédaction de leur « Boussole stratégique ». Qualifié par la France de « premier Livre blanc de la défense européenne », ce document, doit renforcer la convergence des États, inciter à la résilience collective et promouvoir la souveraineté européenne, en s'assurant de disposer des capacités d'une triple autonomie : d'appréciation, de décision et d'action.

À l'aune de la guerre en Ukraine, son ambition première peut encore être renforcée. Il faut aujourd'hui, encore plus précisément qu'hier, que les États européens : s'attachent à nommer et évaluer les menaces et les risques ; s'assurent de disposer de structures et de moyens plus robustes, réactifs et flexibles, complémentaires avec ceux dont ils disposent à titre national ; renforcent leurs dépenses et soutiennent particulièrement l'innovation et l'investissement de défense, leur permettant de rester compétitifs face à des concurrents plus agressifs ; protègent efficacement leurs technologies et infrastructures critiques, et s'assurent de la diversification de leurs approvisionnements et de la relocalisation de leurs capacités stratégiques de production.

Avant même l'issue du conflit en Ukraine, l'UE doit donc poser les nouveaux termes d'un débat stratégique majeur, lui permettant d'anticiper et de s'organiser pour faire face à l'accumulation des menaces stratégiques directes ou « hybrides » qui pèsent sur ses valeurs et sa cohérence, qu'elles proviennent de compétiteurs systémiques, régionaux ou d'organisations terroristes.



La Boussole stratégique : quel cap pour la défense européenne ? (T 1368)

[Nathalie Kaniv \(de\)](#), [Patrick Rousiers \(de\)](#), « *La Boussole stratégique : quel cap pour la défense européenne ? (T 1368)* », RDN, 28 février 2022 - 6 pages

À la suite d'un colloque du 26 janvier 2022, Euro-Défense France, en partenariat avec la fondation Robert Schuman et l'IHEDN fait le point et analyse les principaux enjeux liés à la *Boussole stratégique* annoncée par la Commission européenne. Une contribution éclairante sur la défense européenne, dans des temps de troubles, bien qu'elle ait été écrite avant le début de la guerre en Ukraine. Un état des lieux de la pensée européenne à la mi-janvier 2022.

Cette tribune fut rédigée avant les dramatiques événements survenus en Ukraine et constitue un état des lieux de la pensée européenne à la mi-janvier 2022.

La *Boussole stratégique* de l'Union européenne, premier « *livre blanc* » de la défense discuté par l'ensemble des États-membres avec le concours du service européen d'action extérieure (SEAE), doit être endossée par les chefs d'État et de gouvernement lors du Conseil européen des 24 et 25 mars à Bruxelles. Document assurément ambitieux, il vise à définir les grandes orientations de la sécurité et de la défense européennes. Fruit d'une concertation de tous les États-membres, il présentera une vision commune de l'Union européenne (UE) que nous souhaitons bâtir à court et moyen termes, avec un plan d'action pour sa mise en œuvre.

Portée par quatre présidences successives du Conseil de l'Union européenne (allemande, portugaise, slovène, et française), la *boussole stratégique* répond à une interrogation primordiale : peut-on aujourd'hui avancer avec un horizon partagé, une stratégie européenne commune est-elle possible et quel niveau d'ambition a-t-on pour l'Europe dans le monde en matière de sécurité et de défense ? Lancé en juin 2020 par la présidence allemande, cet exercice ambitieux et sans précédent est parti de l'analyse des risques et menaces en préalable au dialogue stratégique et à l'élaboration du texte, dont la première version remonte à novembre 2021. Les États européens entendent identifier leurs défis communs et les moyens d'y faire face pour renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur global.

Alors que les débats sont en cours entre États-membres sur les contours et termes de la *Boussole stratégique* et avant l'adoption du texte final au printemps, les initiatives d'échanges au sein de la communauté européenne sont appelées à se multiplier. L'examen des enjeux et des perspectives, aussi bien institutionnels que géopolitiques de ce débat crucial, a fait l'objet du colloque « *La Boussole stratégique : quel cap pour la défense européenne ?* », organisé par la Fondation Robert Schuman, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), avec EuroDéfense-France, qui a eu lieu le 26 janvier dernier, dans le cadre de *La Fabrique Défense* au titre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE).

Avec des acteurs engagés dans cette réflexion et à un moment stratégique, le colloque apporte sa pierre à l'édifice en s'adressant d'abord aux jeunes d'Europe qui, en s'appropriant le projet européen, le porteront aujourd'hui et demain.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Une Commission géopolitique et une *boussole stratégique*

Dans son discours inaugural de juillet 2019, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a défendu une Commission géopolitique, celle qui ira au-delà des origines économiques de la communauté européenne, prête à assumer et renforcer sa puissance sur la scène mondiale. C'est dans cette perspective que parallèlement à l'élaboration de la *Boussole stratégique* à laquelle elle contribue, la Commission fera prochainement des propositions dans les domaines de l'industrie de défense, du cyber, de l'espace et des réponses aux menaces hybrides, comme l'a indiqué Jean-Pierre van Aubel, du SEAE, lors du colloque du 26 janvier.

Une *Stratégie globale de l'Union européenne* a été présentée au Conseil européen en 2016 par la Haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne (HR/VP) Federica Mogherini. Depuis, les menaces en termes de sécurité s'aggravent au risque d'un déclassement de l'Europe, souligne Daniel Fiott, chercheur sécurité et défense à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS). Le monde en constante évolution impose une célérité dans la prise de décision alors même que l'on observe une contestation des espaces communs et l'apparition de menaces hybrides dans tous les domaines dont le politique, appuie la sénatrice Hélène Conway-Mouret, co-auteur du rapport du Sénat *Quelle Boussole stratégique pour l'Union européenne ?* ⁽¹⁾.

Dans un contexte marqué par l'accroissement des tensions, les appels à une relance de la politique de sécurité et de défense commune se multiplient. Le temps est venu pour l'Union européenne de s'exprimer sur son avenir, non seulement pour contribuer à répondre aux crises et aux menaces, mais aussi pour s'affirmer dans un monde dont elle est un acteur majeur sur le plan géostratégique, économique, budgétaire, normatif et de défense. Notre environnement stratégique change et de ce fait la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), qui fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE, doit être à la hauteur des problèmes actuels et répondre au contexte géopolitique.

La *Boussole stratégique* vise quatre objectifs d'envergure : agir pour faire face aux défis, sécuriser nos intérêts et protéger nos concitoyens, investir dans des catalyseurs capacitaires et conforter, ainsi que développer les partenariats. La résilience européenne est au cœur de cet exercice innovant par son action et son dialogue au sein de l'UE afin de mieux nous coordonner, notamment sur les missions civiles et militaires.

Prémices d'une culture stratégique et de défense commune

Il s'agit de s'assurer que les États-membres et les institutions européennes partagent une approche coordonnée, fondée sur le droit, pour une sécurité renforcée pendant la prochaine décennie. Il faut éviter le risque d'un « rétrécissement stratégique » pour reprendre la mise en garde du Haut représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell Fontelles, également vice-président de la Commission européenne.

Dans le respect des traités et à travers cet exercice ambitieux et sans précédent, les Européens entendent non seulement identifier les défis communs, mais encore les moyens nécessaires pour renforcer le rôle de l'UE sur la scène internationale et ainsi bâtir une Europe conforme à ses principes fondateurs, respectueuse de ses valeurs et protectrice de ses citoyens. En effet, « ceci n'est pas qu'une stratégie » souligne avec humour Jean-Pierre van Aubel, en faisant référence au peintre belge René Magritte. C'est à l'évidence une stratégie qui doit pouvoir être mise en œuvre directement, c'est donc aussi un plan d'action avec un calendrier précis et ambitieux pour les 5 à 10 ans à venir.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

L'élaboration d'une vision commune à 27 appelle un dialogue européen approfondi en vue de convergences sur les questions liées à la sécurité et la défense européennes, importantes pour la jeunesse, telles que la politique commerciale, l'industrie, l'innovation, l'énergie et l'environnement. Négocier à 27 États souverains et face aux priorités de chacun, exige une volonté politique forte et une compréhension commune des risques et des menaces. Pour Arnaud Danjean, eurodéputé, le vote à l'unanimité donne beaucoup de puissance à la décision prise et oblige à trouver des convergences, là où un vote à la majorité qualifiée va étaler les divisions. Il poursuit en affirmant que pour les sujets diplomatiques et de défense, le vote à l'unanimité n'est pas vraiment un obstacle, il requiert juste un dialogue plus exigeant et ce qui compte avant tout, c'est la volonté politique d'agir ⁽²⁾.

Au bilan, cet exercice nouveau d'élaboration commune de la *Boussole stratégique* diffère des précédentes initiatives par la méthode utilisée. Une forte anticipation, une participation active des services de renseignement, 52 séminaires et colloques et la contribution des États-membres *via* 25 « non-papiers » ont permis de développer une vision commune et de poser les fondements d'une culture stratégique partagée.

Si le processus est inédit, le contenu est cette fois également très différent par l'importance accordée non seulement à la résilience de l'UE, comme de ses citoyens, aux menaces hybrides, cyber et à la désinformation, mais aussi aux domaines stratégiques tels l'espace ou les étendues maritimes et aux conséquences du réchauffement climatique. Parallèlement, le document insiste sur la flexibilité requise pour permettre des prises de décisions rapides lors des gestions de crises et l'investissement par le développement de capacités, de nouvelles technologies et d'innovation pour réduire nos dépendances.

La première version a été remise aux États-membres en novembre 2021, présentée par le Haut représentant lors de la réunion informelle des ministres de la Défense et des Affaires étrangères en janvier 2022 à Brest, et bien accueillie.

Il est crucial de renforcer la gestion de crise notamment par une stratégie et des mécanismes de réaction rapide pour agir et ne pas subir. Cela ne signifie pas modifier les traités, mais d'exploiter davantage toutes les possibilités qu'ils offrent (l'article 44 du Traité sur l'Union européenne [TUE] ⁽³⁾). Pour agir d'une manière robuste et rapide, sous contrôle des vingt-sept, davantage de flexibilité décisionnelle s'impose. L'environnement mondial en mutation constante appelle l'UE à devenir plus réactive, innovante et solidaire. De même est-il nécessaire de faire évoluer la dynamique de réponse militaire aux crises et c'est la création d'une capacité interarmées et modulaire rapidement déployable qui a été retenue pour les années à venir.

Des espaces stratégiques communs

Le premier exercice qui consistait à redéfinir les risques et les menaces rejoignait d'autres documents européens. Ces menaces sont bien identifiées dans des conflits régionaux et ceux qui dépassent les frontières européennes (Afrique ou Indo-Pacifique), moins bien quand il s'agit de guerre hybride, d'attaques informatiques, de manipulation de l'information ou d'ingérence. Cependant, Jean-Pierre van Aubel constate les liens forts entre toutes ces menaces. La situation autour de l'Ukraine illustre ces liens, car il ne s'agit pas uniquement d'un conflit régional, ni d'une action non conventionnelle de la Russie, mais d'un lien capillaire entre la stabilité de la région, la cybersécurité et la menace hybride ou militaire.

En revanche, bien que chaque État, par sa position géographique et son environnement stratégique, puisse développer sa propre hiérarchisation des menaces et des risques identifiés dans la *Boussole stratégique*, trois espaces stratégiques communs sont inclusifs : espace, maritime et cyber. Ils fédèrent les États-membres et bénéficient d'une unanimité européenne portée par la volonté politique de chacun. Depuis cinq ans, les Européens ont compris l'importance de leur résilience collective, et pas seulement celle des États-membres.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Quelle dynamique donner au Partenariat ?

Le bien connu article 5 du Traité de l'Atlantique Nord ⁽⁴⁾ et l'article 42.7 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) ⁽⁵⁾ incluent une clause d'assistance mutuelle. Toutefois, le réalisme et plus de considération pour le positionnement d'une majorité des 21 des 27 membres de l'UE conduisent à reconnaître, qu'aujourd'hui, la défense collective est l'apanage de l'Otan, avance l'eurodéputé Arnaud Danjean lors du colloque du 26 janvier. Face à des menaces où l'approche intégrée dans l'outil militaire revêt une importance primordiale, il est par ailleurs naturel que l'UE et l'Otan cherchent à progresser dans la coopération, ce qui devrait être annoncé avec un projet de troisième déclaration commune, *a priori* en 2022.

Plus largement, l'autonomie stratégique européenne suppose de prendre en compte le rôle primordial des Nations unies et, en l'occurrence, du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Elle incite en outre à renforcer les partenariats avec l'Union africaine ou l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) tout en développant les partenariats bi- et multi-latéraux initiés dans le cadre des missions civiles et militaires de l'Union européenne ou dans celui des dialogues stratégiques, y compris celui avec l'Otan. Cette nouvelle approche du Partenariat est novatrice à plus d'un titre tout en s'inscrivant naturellement dans une dynamique d'autonomie stratégique.

Quels risques porte en elle cette *Boussole stratégique* ?

Cet exercice permet de conforter une lecture stratégique commune et s'inscrit dans le temps long avec une dynamique d'actualisation et de révision régulière, dont les intervenants au colloque ont souligné la nécessité. Néanmoins, une *Boussole stratégique* est loin d'être une « baguette magique », selon l'expression d'Arnaud Danjean, reprise par le Haut représentant, et reste avant tout un instrument qui trouve sa pertinence dès qu'il est employé alors même que risques et menaces ne sont pas hiérarchisés, ce qui ne facilite pas le développement capacitaire.

Tout dépendra de la volonté politique car l'enjeu de fond, c'est bien la prise de décision politique commune et rapide dans le domaine de la défense avec un cap de convergence et de flexibilité. ♦

L'Union européenne va mettre en place une nouvelle force militaire de réaction rapide

Par [l'Opinion](#) - 22 mars 2022 à 6h49



Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UE se sont entendus lundi 21 mars sur une stratégie sécuritaire destinée à renforcer le poids militaire des Etats membres sur fond de tensions avec Moscou –

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, et le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian durant une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Union européenne, à Bruxelles (Belgique), lundi 21 mars 2022.

Olivier Matthys/AP/SIPA/Olivier Matthys/AP/SIPA



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

S'accorder sur une protection supplémentaire. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Union européenne sont convenus lundi 21 mars d'une stratégie sécuritaire destinée à renforcer le poids militaire des Vingt-Sept sur fond de tensions avec la Russie, dont la mise en place d'une nouvelle force militaire de réaction rapide.

Jusqu'à 5.000 soldats pourront être ainsi déployés rapidement pour faire face à d'éventuelles crises. S'exprimant devant les journalistes à Bruxelles (Belgique), la ministre allemande de la Défense, Christine Lambrecht, a déclaré que Berlin était disposée à fournir d'ici 2025 le cœur de cette nouvelle force de réaction rapide, qui remplacera le système de groupements tactiques de 1.500 soldats prêts au combat établi en 2007, et auquel l'UE n'a jamais eu recours.

Guide d'action. « Les menaces sont croissantes et le coût de l'inaction est évident », a souligné dans un communiqué le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, qui a qualifié de « guide d'action » le document détaillant les ambitions de l'UE pour 2030 en matière de défense et de sécurité.

Des travaux sur cette nouvelle stratégie sécuritaire avaient été entamés en 2020, avant le début de la pandémie de coronavirus, du retrait chaotique des forces occidentales d'Afghanistan et des dernières tensions avec la Russie. L'offensive lancée par Moscou en Ukraine le mois dernier a provoqué un changement de rhétorique à Bruxelles.

Dans un communiqué, les Vingt-Sept ont souligné la nécessité pour le bloc de pouvoir « protéger ses citoyens et contribuer à la paix et la sécurité internationales ». « Cela est encore plus important à l'heure où la guerre a fait son retour en Europe à la suite de l'agression injustifiée et non provoquée de la Russie en Ukraine, de même qu'à cause de virages géopolitiques majeurs », ont-ils ajouté.

L'UE a indiqué clairement ne pas vouloir rivaliser avec l'Otan, décrivant ses démarches sécuritaires comme complémentaires à l'Alliance transatlantique menée par les Etats-Unis

L'armée française n'est pas prête pour un combat de « haute intensité »

La guerre en Ukraine le démontre : face à un adversaire puissant et motivé, les armées françaises conçues sur un modèle « expéditionnaire » ne sont pas prêtes.

La guerre vient jeter une lumière crue sur une réalité : les armées françaises auraient bien du mal à faire face dans la durée à un conflit de haute intensité se déroulant sur le sol européen. La « haute intensité », c'est simple : c'est ce qui se passe actuellement en Ukraine.

Pour la première fois depuis... toujours, la loi de programmation militaire 2019-2025 (LPM) a été globalement respectée, pour la partie déjà écoulée. Pour autant, le compte n'y est pas. L'armée française dispose de matériel performant, l'exemple du Rafale et de ses succès à l'exportation étant là pour le démontrer. Mais avec un inconvénient : l'armée de l'air a dû lâcher 24 appareils, vendus d'occasion à la Grèce et à la Croatie. À ce stade, seule la moitié des appareils neufs de remplacement a été commandée. Début des livraisons prévu dans cinq ans... Ils manqueraient en cas de participation de la France à une guerre dure. Mais cette dernière était-elle envisagée à l'époque ? Pas vraiment.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

« Échantillonnaire »

Arnaud Danjean, le député européen LR qui dirigea les travaux de la Revue stratégique commandée par Emmanuel Macron après son élection, admet qu'en 2017, l'attention « se portait plutôt sur le Sahel. La haute intensité n'était pas au cœur des débats. D'ailleurs, les militaires eux-mêmes parlaient plutôt de contre-terrorisme et de contre-insurrection. Ils n'étaient pas sur la ligne du général Thierry Burkhard, devenu chef d'état-major des armées en 2021, qui insiste depuis longtemps sur ce sujet. Mais autant que je m'en souviens, l'expression "haute intensité" est assez peu revenue dans les débats ».

Les députés Jean-Louis Thiériot (LR) et Patricia Mirallès (LREM) qui viennent de publier un rapport sur la « préparation à la haute intensité » tempèrent la critique : la France aurait évité les « impasses majeures et veillé à entretenir les noyaux de compétences indispensables à une remontée en puissance ». D'ici là, elle entretient un modèle « échantillonnaire », reprenant le terme de « bonzaï » évoqué dans le rapport de l'Ifri titré « La masse dans les armées françaises, un défi pour la haute intensité ».

Plus de moyens ?

Une guerre majeure dans laquelle serait engagée la France l'associerait à des alliés. Ce n'est pas une raison pour qu'elle ne soit pas dimensionnée afin d'être capable de conduire les missions qui lui sont confiées. Les échelles de temps sur lesquelles elle raisonne sont considérables. Pour ne prendre qu'un seul exemple, la marine espère pouvoir faire entrer en service son futur porte-avions de nouvelle génération à propulsion nucléaire en 2038, dix ans après le découpage de la première tôle. Or elle recrute dès à présent trois cents « experts », à raison de cent par an, afin qu'ils soient prêts en 2032 pour rejoindre l'équipage de ce navire encore virtuel. Pourquoi si tôt ? Parce que la formation de ce personnel prend quinze ans ! Construire une armée, ça prend du temps...

De multiples rapports et analyses l'ont fait savoir : nous en avons fait état ici même à plusieurs reprises en évoquant un rapport de la Rand Corporation sur ce thème, et aussi le rapport cité de l'Ifri. Lorsqu'il lançait dans une interview au Point qu'il faut désormais « gagner la guerre avant la guerre », le général Thierry Burkhard ne disait pas autre chose : « On parle de guerre de haute intensité, mais cela veut surtout dire que nous devons engager des combattants dans des volumes supérieurs, dans des structures plus importantes. » Avec plus de moyens, donc.

Or, bien que personne dans les armées ne conteste le redressement financier engagé sous la présidence Macron, il faut poursuivre si la France veut tenir militairement son rang. Le budget de la défense 2022 s'élève à 40,4 milliards d'euros. La loi de programmation prévoit de l'augmenter de 3 milliards d'euros par an jusqu'en 2025. Mais il y a un problème : la quasi-totalité de cette augmentation sera absorbée par la modernisation de la force de dissuasion, singulièrement la nouvelle génération de sous-marins stratégiques. Qu'en sera-t-il des armements conventionnels ?

Capacités limitées

On sait que les Suédois et les Américains, entre autres, livrent actuellement des milliers de missiles antichars par jour à l'Ukraine. Pour cette raison, on a vu d'étranges échafaudages métalliques au-dessus des blindés russes assaillants. Depuis quelques jours, on distingue en plus des sacs de sable mis en place au-dessus des tourelles. Il s'agit pour les tankistes russes de se protéger contre les missiles Javelin américains qui attaquent par les airs ! La France a acheté des engins de ce type aux États-Unis. Surtout, elle est passée à l'achat chez l'industriel MBDA de missiles MMP, successeur des antiques Milan. La LPM prévoit d'en fabriquer 200 par an ! Un tous les deux jours. Tout va bien tant que les adversaires sont des djihadistes africains ou qu'il s'agit de protéger une mission de maintien de la paix. Si notre pays veut se préparer à combattre un jour l'armée russe, que les militaires français appellent Titan, il va falloir accélérer la cadence.

Ce n'est pas si simple, relève Jean-Louis Thiériot : « Ces industries ne sont pas en mesure de modifier leurs rythmes de production du jour au lendemain. Ces armements exigent des stocks de composants, dont des microprocesseurs sophistiqués, qu'il faut commander.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Les chaînes de production ne sont pas multipliables à l'instant. Qui sait s'il ne faut pas construire une autre usine ? Si le gouvernement décidait aujourd'hui d'augmenter les cadences de production de missiles, ils seraient livrés dans deux ans au mieux. Plutôt trois ! » Ce n'est pas le seul problème. Le rapport souligne que les normes environnementales interdisent d'étendre les actuels dépôts de munitions ou d'en construire de nouveaux. Il faut aussi éliminer les vieilles munitions périmées : la France ne dispose que de capacités limitées qui ne permettent plus de faire face aux besoins.

Au musée des blindés

Au fil des années, l'armée française a donc été dimensionnée et financée pour conduire des opérations extérieures de « moyenne » intensité, comme l'opération Barkhane qui se termine au Mali. La lucidité est nécessaire. Les matériels terrestres français sont de qualité. La preuve en est que les blindés de reconnaissance AMX-10 RC envoyés en Roumanie dans le cadre de la mission de réassurance de l'Otan ont été commandés sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, en 1977, année qui vit aussi la naissance du chef des armées, Emmanuel Macron.

Lancer ces engins dont la place serait plutôt au musée des blindés dans une bataille de haute intensité n'est pas envisageable. Leurs remplaçants arrivent dans les forces. Vingt engins blindés de reconnaissance Jaguar sont entrés en service. La livraison de 135 autres est prévue pour la fin 2025 pour atteindre 300 d'ici 2030. Le programme d'acquisition de 1 818 blindés Griffon ne devait être rempli qu'à moitié durant la LPM, d'ici 2025, soit 936 engins. Le Premier ministre Jean Castex a confirmé le 19 février à Roanne la commande prévue. Rendez-vous en 2026, pour la suite. Il a également annoncé la commande de 88 engins Jaguar et de 54 véhicules Griffon en version mortier embarqué pour l'appui au contact (MEPAC).

Mais en cas de conflit majeur, celui-là même que l'on voit aujourd'hui et dans lequel la France a déjà mis un pied en livrant des armes létales aux Ukrainiens, la réalité risquerait d'être douloureuse. Prenons le parc d'artillerie de l'armée de terre. Il n'est pas nul, très loin de là. Il est moderne et performant, sans doute. Mais les quantités ne sont pas à la hauteur de la haute intensité. La France compte aujourd'hui, en tout et pour tout, 108 canons de 155 mm. Dont 32 AUF1 sur chenilles, datant des années 1970, et 75 canons Caesar, plus modernes. En février, Jean Castex a annoncé la commande de 33 Caesar supplémentaires. Toujours côté artillerie, elle compte aussi 132 mortiers de 120 mm et 13 gros lance-roquettes.

Est-ce suffisant pour participer à une guerre de grande dimension ? Sans doute pas. La situation stratégique va imposer que ces questions soient abordées frontalement durant le prochain mandat présidentiel. Ce sera d'autant plus nécessaire que l'annonce par le chancelier allemand d'un coup de fouet de 100 milliards d'euros pour le budget de la défense va bouleverser les cartes militaires en Europe !

lepoint.fr

Missiles, satellites, avions... Ce qui manque à l'armée française

La France a, depuis quelques années, reconfiguré ses armées en fonction des conflits les plus prévisibles. Au prix d'impasses qui pourraient lui coûter cher.



Un hélicoptère CH-47 Chinook en manœuvre aux États-Unis. Malgré ses multiples opérations extérieures, la France n'en possède aucun.

© ZUMA Wire / ZUMA Press/ZUMA/REA

Par Jean Guisnel

Publié le 24/03/2022 à 17h00



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

À trois semaines d'une élection présidentielle, c'est un sujet que les militaires français se gardent d'évoquer publiquement. Très préoccupés par la guerre en Ukraine, ils en tirent de sévères leçons pour notre pays. Au fil des décennies qui ont suivi la fin de la guerre froide, la France a taillé ses armées pour les conflits les plus probables : ceux qui sont susceptibles de se produire dans la zone d'influence d'une ancienne puissance coloniale. À savoir au sud, contre des armées moins fortes que les nôtres. Pour les autres cas, ceux qui verraient une puissance hostile décidée à s'en prendre aux intérêts vitaux de la France, il y a l'arme nucléaire, qu'on a parfois mise à de drôles de sauces. Quand on prétendait, par exemple, que la menace d'une rétorsion atomique dissuaderait quiconque de s'en prendre dans l'espace aux satellites militaires français.

Ainsi, les armées d'une part – qui ont besoin d'équipements et d'hommes – et les politiques d'autre part – tenant d'une poigne ferme les cordons de la bourse – se sont trouvés contraints de faire des choix : un seul porte-avions, une armée de terre qui combat toujours avec des pièces de musée comme le VAB ou l'AMX-10 RC ou encore une armée de l'air manquant de moyens de transport. Il a fallu trancher, accepter des coupes, assumer des choix cruels. Tous savent que la France ne peut pas tout se payer, au prix d'impasses, toutes gênantes, parfois inquiétantes. Nous en avons retenu cinq.

Armes antisatellites

Les indispensables satellites militaires sont menacés. Les États-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie ont testé avec succès leur capacité à les détruire dans l'espace. En novembre dernier, Moscou a tiré un missile contre l'un de ses satellites hors d'usage. La France ne dispose pas de cette capacité. Durant des décennies, elle a répété, sans convaincre, que s'en prendre à un de ses engins spatiaux ouvrirait la voie à une riposte nucléaire. Pas sérieux !

En juillet 2019, la ministre des Armées, Florence Parly, a ouvert la voie à un changement de doctrine et à la mise sur pied de moyens de détruire des engins adverses : « *Si nos satellites sont menacés, nous envisagerons d'éblouir ceux de nos adversaires. Nous nous réservons le moment et les moyens de la riposte : cela pourra impliquer l'emploi de lasers de puissance déployés depuis nos satellites ou depuis nos nanosatellites patrouilleurs.* » Des lasers ? C'est une idée, mais il faudra investir beaucoup d'argent. Comme l'admet Parly : « *Dans ce domaine, la France est en retard.* » Le développement d'un laser de puissance, auquel participe l'Office national d'études et de recherches aérospatiales, est un projet de recherche européen dans lequel notre pays est engagé. Ce programme est sur les rails, mais il faudra encore du temps avant qu'il soit opérationnel. Pendant ce temps, les autres puissances avancent à grands pas.

Avions de transport stratégique

Le fleuron de l'aviation de transport militaire française et européenne, l'Airbus A400M, peut franchir 3 500 kilomètres avec une charge utile maximale de 37 tonnes. Notre pays possède aussi des C-130 Hercules, véritables mules de toutes les armées de l'air du monde, qui parcourent une distance similaire mais dont la charge utile n'est que de 15 tonnes. L'US Air Force dispose pour sa part du C-17 Globemaster, qui peut franchir une distance supérieure avec 77 tonnes de matériel en soute – ou bien 823 Afghans quittant Kaboul en août 2021, comme le montre une image qui a fait le tour du monde ! Les Américains possèdent 220 exemplaires du C-17, les Britanniques en ont acheté sept – en les mettant parfois au service des Français –, et l'Otan en a acquis trois, actuellement utilisés pour le pont aérien des armes livrées à l'Ukraine. Quant au C-5M Galaxy, américain comme les deux précédents, il est hors concours : plus de 5 000 kilomètres avec une charge utile de 136 tonnes !



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Depuis toujours engagés dans de multiples opérations lointaines, les aviateurs français auraient besoin de tels moyens pour transporter loin et rapidement. La preuve ? Pour retirer Barkhane du Mali ou envoyer tout dernièrement du matériel lourd en Roumanie, ils ont eu besoin de louer des Antonov-124 (120 tonnes à 4 500 kilomètres) à une compagnie ukrainienne immatriculée au Luxembourg. L'avenir de cette solution est un peu compromis. Pourquoi les Français n'ont-ils pas acheté le C-17, comme cela fut un temps envisagé ? Impossible financièrement !

Hélicoptères lourds

Sur tous les champs de bataille, on voit ces grosses bananes à deux rotors, les CH-47 Chinook ou les tout aussi gigantesques CH-53 Sea Stallion. En Europe, plusieurs armées (Espagne, Grèce, Italie, Pays-Bas) disposent du CH-47 Chinook, les Britanniques en étant les plus gros utilisateurs avec 40 exemplaires – ce qui leur a permis d'en faire profiter les Français au Mali. Et les Allemands possèdent plusieurs dizaines de CH-53 Sea Stallion. Pour les Français de l'aviation légère de l'armée de terre et ceux de l'armée de l'air et de l'espace, la question est douloureuse. Les multiples déploiements de corps expéditionnaires exigent de disposer de telles machines. Mais les moyens manquent. Un Chinook coûte 75 millions d'euros, et 15 millions de plus chaque année pour son entretien, ses infrastructures et son personnel. Alors, quand on pose la question aux spécialistes, ils répondent en soupirant : « *On fait avec ce qu'on a, on ne demande rien !* » On a le droit de n'être que moyennement convaincu.

Missiles antiradars

Pour envisager d'attaquer par les airs un site bien défendu par de l'artillerie antiaérienne et des missiles aussi performants que le S-400 Triumph russe, entre autres, qui interdit toute approche à moins de 400 kilomètres, il faut des moyens dont la France ne dispose plus depuis vingt ans. Pour frapper les radars de détection et de conduite de tir, il faut en effet des armes spécifiques. Jusqu'au milieu des années 1990, la France en disposait sous la forme du missile air-sol AS-37 Martel, qui pouvait être tiré à 150 kilomètres de distance. C'est fini ! La France ne dispose plus de cette capacité, appelée Sead (Suppression of Enemy Air Defenses).

Pour remplir cette mission, elle doit être accompagnée par des alliés qui, eux, possèdent ces moyens, comme les États-Unis avec le missile anti-radar AGM-88 HARM – vendu à plusieurs pays européens (Italie, Grèce...) – ou les Britanniques, qui ont conçu le missile Alarm. Ce n'est pas un détail : la France, qui revendique haut et fort son autonomie stratégique, n'est pas en mesure de s'attaquer seule à un ennemi protégeant des points sensibles avec des moyens sophistiqués. Bien sûr, la probabilité d'une telle attaque conduite sans alliés mieux équipés est faible. Et les missiles de croisière dont elle dispose (SCALP-EG et missile de croisière naval) ne la laisseraient pas complètement désemparée en cas de besoin. Mais c'est une véritable impasse qu'un renforcement des moyens de la défense permettrait de combler rapidement en achetant ces équipements au Royaume-Uni ou bien outre-Atlantique.

Avions de reconnaissance stratégique

À partir de 1977, la France a disposé (en deux exemplaires successifs) d'un outil de renseignement très utile, un avion de ligne civil DC-8 transformé en centre d'écoute volant, le Sarigue (Système aéroporté de recueil des informations de guerre électronique). Ces moyens, qui appartiennent à la famille du Sigint (*Signal Intelligence*), présentaient l'avantage de naviguer sur les voies aériennes commerciales et de se trouver en mesure de capter discrètement des signaux électromagnétiques sur l'ensemble de la planète.



Sarigue a été retiré du service depuis 2004, et cette capacité stratégique n'est que faiblement compensée par des moyens tactiques en cours de modernisation, notamment par le Vador (Vecteur aéroporté de désignation, d'observation et de reconnaissance), un avion léger de surveillance entré en service à l'été 2020. Si tout se passe comme prévu, ce « trou » capacitaire stratégique sera comblé à partir de 2025 par le programme Archange, composé de trois Falcon 8X de Dassault équipés d'une Cuge (capacité universelle de guerre électronique).

"La remontée en puissance de l'armée française ne se fera pas en un jour "

ENTRETIEN. Auteur d'un rapport remarqué, le colonel Michel Pesqueur explique pourquoi la France doit lancer un grand plan d'investissement.



Une base de l'armée française au Mali.

© THOMAS COEX / AFP

Propos recueillis par Jean Guisnel

Publié le 17/03/2022 à 16h45 - Modifié le 17/03/2022 à 19h56

La guerre en Ukraine a placé l'armée et les stratégies de défense au cœur de la présidentielle. Une question est sur toutes les lèvres : l'armée française est-elle prête ? En 2020, le général Thierry Burkhard, alors chef d'état-major de l'armée de terre – devenu depuis chef d'état-major des armées – posait un diagnostic sans équivoque : « Il nous faut réapprendre la grammaire de la guerre de haute intensité », avait-il estimé devant la commission Défense de l'Assemblée nationale. Dans la présentation de son programme, le président-candidat Emmanuel Macron a longuement insisté sur cet aspect et a souhaité « intensifier » les investissements « pour pouvoir affronter une guerre de haute intensité, qui peut revenir sur notre continent ».

Le colonel Michel Pesqueur avait publié l'an dernier un rapport de l'Ifri, un institut consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale, titré « La masse dans les armées françaises : un défi pour la haute intensité ». Il analyse pour *Le Point* ce qui manque à l'armée française.

Le Point : Dans quel cadre avez-vous travaillé au rapport de l'Ifri titré « La masse dans les armées françaises : un défi pour la haute intensité » ?

Michel Pesqueur : Les trois armées sont un soutien pour le centre des études de sécurité de l'Ifri, auquel elles affectent chacune un officier. Avant que je prenne ma retraite, j'y ai travaillé durant deux ans en tant que représentant de l'armée de terre. Nous avons choisi ce thème de la haute intensité à la fin de l'année 2020.

Dans ce rapport, vous étiez particulièrement chargé d'analyser les défis posés à l'armée de terre. Quels sont-ils ?

Le premier est celui du volume des forces. Il s'impose quand on évoque le combat de haute intensité. Il est difficile de le concevoir sans évoquer ce point faible. Le volume est lié aux quantités. Il s'agit autant des effectifs que de ce que nous appelons les « plateformes », c'est-à-dire les principaux matériels de combat.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Il est, en fait le nombre de forces immédiatement disponibles et dépend pour commencer du format de l'armée de terre, sachant que les 97 552 militaires du domaine fonctionnel terre ne sont pas immédiatement employables, qu'ils peuvent se trouver dans les écoles, à l'instruction, en entraînement ou encore affectés dans les états-majors ou les services. L'armée de terre ne pourrait remplir ce contrat qu'à deux conditions : qu'elle dispose de six mois de préavis et que la guerre ne dure pas plus de six mois.

Pourquoi ce volume n'est-il pas suffisant ?

Un combat de haute intensité entraîne par définition de lourdes pertes, en combattants tués ou blessés, de même qu'en matériels, ce que nous appelons l'attrition. Il paraît difficile d'être en mesure de remplir ce contrat sans un important volume.

Quel serait-il dans l'idéal ? 200 000 pour l'armée de terre, soit environ le double de ses effectifs actuels ?

Le définir précisément n'entraîne pas dans nos objectifs. Ce que nous disons, c'est que le prix à payer pour que notre pays soit prêt à la haute intensité, sur une durée raisonnable, passe par des volumes plus importants d'hommes et de matériels, mais aussi de munitions et de pièces détachées, dont les stocks doivent être plus sérieux qu'aujourd'hui. Ensuite, c'est une affaire de scénario sur la définition d'un ennemi plausible et sur ses capacités. Nous aurions pu nous lancer dans ces études, mais nous avons été pris par le temps. Les conditions ne seront pas les mêmes si nous jugeons que nous devons nous préparer à affronter au sein d'une coalition un puissant adversaire à l'Est ou si l'option retenue concerne plutôt une réédition de la guerre du Golfe. Dans les deux cas, le volume nécessaire diffère. Pour l'hypothèse haute, le chiffre que vous évoquez ne serait pas atteignable tant en effectifs qu'en équipements. Peut-être pourrait-on viser un nouveau *surge* de 20 000 à 30 000 membres du personnel.

Une armée pléthorique ne sert à rien sans une bonne organisation et de bons équipements.

Qu'entendez-vous par la « masse » tout aussi indispensable que le volume ?

Masse et volume sont étroitement liés, mais le premier terme introduit une notion qualitative. Il s'agit de la combinaison entre le volume des systèmes (hommes et armements) et de leurs performances permettant l'établissement local d'un rapport de force favorable. Une armée pléthorique ne sert à rien sans une bonne organisation et de bons équipements. Inversement, des équipements performants sans effectifs suffisants pour les accompagner n'auraient pas d'efficacité.

Les armées françaises manquent donc de volume et de masse pour affronter ce conflit de haute intensité dont la perspective se fait plus proche. Mais ce n'est pas tout. Vous écrivez aussi qu'elles manquent d'épaisseur. De quoi s'agit-il ?

Une fois la guerre entamée, il faut pouvoir résister au choc. Ne pas seulement tenir quelques jours. La masse n'a pas d'intérêt si elle n'est pas résiliente, si elle ne possède pas cette épaisseur qui permet de tenir sur le temps long. Elle seule nous permet de résister à une surprise stratégique. C'est elle qui apporte la capacité à réparer les matériels et à les remplacer, à posséder des stocks de composants et de sous-ensembles, mais aussi de pièces de rechange. Pour combattre dans la durée, il faut des stocks de munitions et de carburants, mais pas seulement. Il est nécessaire de stocker des matières premières. Un service de santé redimensionné pour traiter de nombreux blessés est tout aussi indispensable. En fait, c'est le soutien des forces combattantes qui doit être résilient et capable de durer.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Il ne suffit pas de recruter, il faut aussi former, équiper, loger. Or beaucoup de casernes ont été vendues.

La haute intensité exige donc une montée en puissance très significative ?

Dans cette hypothèse, le renforcement de la base industrielle et technologique de défense (BITD) est indispensable. Un seul exemple illustre ce fait : en Irak, les canons Caesar ont été intensément utilisés. Très normalement, il est devenu nécessaire de remplacer des tubes. Nous n'en avons pas de rechange... C'est précisément ce que disait naguère le général François Lecointre quand il préconisait de passer de la logique de flux à la logique de stocks. Si on ne fait pas ces choix, on risque de se retrouver en matière d'armement devant le problème que notre pays a connu avec les masques de protection au début de la crise du Covid !

Ces évolutions imposeront sans doute de gros efforts budgétaires...

C'est d'autant plus probable que la loi de programmation militaire qui court jusqu'en 2025 est surtout une loi de rattrapage. Un récent rapport parlementaire préconise d'accroître l'effort déjà prévu. Mais l'argent n'est pas tout. Il faut du temps et des industriels possédant les savoir-faire indispensables. Quand on arrête la chaîne de production des chars Leclerc, les ouvriers partent faire autre chose. Des années sont nécessaires pour former de nouveaux spécialistes. Quant à augmenter les effectifs militaires, quel problème ! Il ne suffit pas de recruter, il faut aussi former, équiper, loger. Or beaucoup de casernes ont été vendues et, même pour l'armée de terre qui est entrée dans une ère technologique, la remontée en puissance ne se fera pas en un jour.

Guerre en Ukraine : l'article à lire pour comprendre pourquoi la mise en place d'une défense européenne commune est si compliquée

Article rédigé par Fabien Jannic-Cherbonnel - France Télévisions - Publié le 06/03/2022 07:01



Un soldat de la mission EUPOR-RCA de l'Union européenne, le 1er mai 2014, à Bangui (Centrafrique). (ISSOUF SANOGO / AFP)

L'unité et la rapidité de la réponse des Vingt-Sept à l'invasion russe en Ukraine est largement saluée par les observateurs. De quoi relancer les espoirs de voir naître une réelle politique de défense européenne ?

L'Europe doit "devenir une puissance plus indépendante, plus souveraine". Face à l'invasion russe en Ukraine, Emmanuel Macron a appelé de ses vœux une relance de "la défense européenne", lors d'une allocution prononcée mercredi 2 mars. Le président français est loin d'être le seul à pousser pour une réelle Union européenne de la défense. Il faut dire que l'unité et la rapidité de la réponse des Vingt-Sept à Moscou ont relancé les espoirs de voir le dossier avancer. En quelques jours, des décisions sans précédent ont été prises : sanctions visant l'économie russe, accueil des réfugiés, mais aussi envoi d'armes et de munitions à l'Ukraine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Si les observateurs y voient un tournant historique pour l'UE, des questions demeurent : quelles sont les prérogatives de Bruxelles en matière de défense ? Pourquoi les discussions autour de ce sujet sont-elles si complexes ? A quel point les décisions prises en réponse à la guerre en Ukraine sont-elles significatives ? France Info vous donne des éléments de réponse.

Pourquoi ce sujet est-il revenu sur le devant de la scène ?

En venant "*bouleverser l'équilibre du monde*", l'invasion russe en l'Ukraine a relancé le dossier de la défense européenne, explique à franceinfo Federico Santopinto, chercheur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip). "*Il y a eu une prise de conscience violente, de la part des Européens, que la guerre était de retour sur le continent.*" En découle l'adoption à l'unanimité de plusieurs plans de sanctions visant la Russie, alors que le bloc a un temps hésité sur l'ampleur des mesures à adopter contre le régime de Vladimir Poutine.

Deux faits marquants sont intervenus dimanche 27 février. D'abord, l'annonce de la décision de l'UE d'acheter et fournir des armes ainsi que des munitions à l'Ukraine, pour un montant de 450 millions d'euros. La mesure, une première dans l'histoire, est "*remarquable*", selon Adája Stoetman, chercheuse et spécialiste du sujet à l'Institut des relations internationales de Clingendael (Pays-Bas.)

"Cela montre que l'UE veut et peut agir sur les questions de défense, plutôt que de parler. Cela manquait ces dernières années." Adája Stoetman, chercheuse à l'Institut des relations internationales de Clingendael à franceinfo

Autre annonce notable : celle du chancelier allemand, Olaf Scholz, que son gouvernement allait autoriser l'envoi d'armes en Ukraine et relever le budget de la défense à 2% du PIB. "*C'est vraiment une révolution culturelle*", résume Delphine Deschaux-Dutard, maître de conférences en science politique à l'université de Grenoble-Alpes. "*Jusque-là, l'Allemagne avait une tradition liée à son histoire : très frileuse d'un point de vue militaire, elle privilégiait la diplomatie et refusait d'intervenir en dehors de ses frontières.*" Ce virage "*à 180 degrés*" ouvre donc la voie à un changement de doctrine européenne sur le sujet.

Quelles sont les prérogatives de l'UE en matière de défense ?

La défense européenne s'organise autour de deux grands principes : la prise de décision à l'unanimité et la primauté de l'échelon national. "*La défense reste une compétence régaliennne, exercée par les Etats*", rappelle Delphine Deschaux-Dutard, contactée par franceinfo. "*On n'a pas d'armée européenne mais 27 armées nationales*", complète Ronja Kempin, chercheuse au sein du think tank allemand Stiftung Wissenschaft und Politik, interrogée par franceinfo.

Les prérogatives de l'UE relèvent donc principalement de la coopération entre Etats membres. Plusieurs outils ont toutefois été mis en place dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, parmi lesquels : le Comité politique et sécurité, qui s'occupe de la gestion des crises à Bruxelles, le Comité militaire, dans lequel chaque Etat membre est représenté par un délégué militaire, ou encore l'état-major de l'UE. Ce dernier "*n'est pas de nature intergouvernementale, mais représente bien l'intérêt des Européens*", nuance Delphine Deschaux-Dutard. "*Il s'occupe surtout de veille, de stratégie et de planification, et coordonne les opérations militaires communes.*"

Plusieurs instruments financiers sont également à la disposition de l'UE : le fonds européen de la défense, destiné à soutenir la recherche militaire, et la facilité européenne de paix, qui sert notamment à financer l'envoi de matériel à des Etats tiers.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

C'est cette disposition qui a été utilisée pour l'Ukraine, permettant l'achat de 450 millions d'euros d'armement. Enfin, la Coopération structurée permanente, une nouveauté introduite après l'adoption de la Stratégie globale de l'UE en 2017, permet *"un approfondissement concret de la coopération en matière de défense"*, détaille Adája Stoetman. Signe du *"succès"* de l'initiative, cette dernière a été rejointe par 25 des 27 Etats membres.

L'UE ne peut donc pas intervenir militairement ?

L'Union ne dispose pas d'armée propre mais elle peut décider d'envoyer des missions sous drapeau européen, composées de troupes des Etats membres. Au total, les Vingt-Sept ont lancé *"près de 30 missions, dont dix opérations civiles et six missions militaires encore en cours"*, précise Adája Stoetman. L'UE forme par exemple des troupes maliennes dans le cadre d'une mission lancée en 2013. Les interventions se font *"toujours autour des conflits"*, sans s'en mêler, ajoute Ronja Kempin.

L'idée d'une Europe de la défense est-elle nouvelle ?

La volonté de construire une politique de défense commune date des années 1950. *"La première tentative est faite avec la Communauté européenne de la défense, avec l'idée de créer une armée européenne, relate Delphine Deschaux-Dutard. Mais c'est un échec, la France ayant rejeté le traité."* Il faut attendre les années 1990 pour que l'idée resurgisse, à la faveur de la crise des Balkans.

"La guerre en Bosnie a été un élément déclencheur pour la France et l'Allemagne, car on s'est rendu compte qu'il n'était pas possible d'agir sans les Américains."

Delphine Deschaux-Dutard, maître de conférences en science politique à l'université de Grenoble-Alpes

à franceinfo

La question d'une intégration plus forte semble avancer en 1998, quand le Royaume-Uni accepte le principe d'une capacité autonome de défense européenne. Mais les espoirs sont rapidement douchés, souligne Delphine Deschaux-Dutard. *"Au fond, le problème est toujours le même, on n'arrive pas à se mettre d'accord sur la notion d'autonomie : les Britanniques voulaient que l'Otan donne son aval pour la création de cette force, alors que les Français souhaitaient se détacher de l'Otan."*

Pourquoi est-ce si compliqué pour les Européens de s'entendre sur ce sujet ?

D'abord parce que l'UE dispose de 27 armées différentes, et donc d'autant de *"cultures militaires et stratégiques"*, souligne Delphine Deschaux-Dutard. *"Tous les Etats n'ont pas les mêmes traditions. Face au terrorisme, la France n'a pas de problème à déployer les militaires de la force Sentinelle pour patrouiller dans les rues. C'est impensable en Allemagne."*

La question est également financière, certaines capitales étant, comme Berlin il y a peu, moins enclines à investir dans la défense. Autre point de discordance : la définition des menaces auxquelles l'UE fait face. *"Les Etats baltes ou la Pologne vont par exemple beaucoup plus regarder à l'Est que la France ou l'Espagne, et donc leurs priorités divergent"*, relève la chercheuse néerlandaise Adája Stoetman.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Une défense européenne risque-t-elle d'affaiblir l'Otan ?

Certains Etats membres voient la proposition française d'autonomie stratégique de l'UE comme une façon de dépasser l'Organisation du traité nord-atlantique. Fondée en 1949, cette alliance a pour vocation de protéger des menaces extérieures ses membres, au nombre de 30. Pour certains pays, notamment à l'est de l'Europe, l'appartenance à cette organisation est cruciale pour assurer leur défense face à la Russie.

"Les Etats baltes et la Pologne ont peur qu'une politique de défense commune vienne saper l'Otan", explicite Adája Stoetman auprès de franceinfo. Une vision rejetée par Federico Santopinto : *"Je ne crois pas qu'une défense européenne soit incompatible avec l'Otan. C'est une politique qui s'insère dans un processus d'intégration plus vaste, qui vient en complément des missions de l'alliance."*

La guerre en Ukraine va-t-elle donner un coup d'accélérateur au projet de défense européenne ?

C'est l'analyse que partagent de nombreux experts. *"Je crois que c'est un moment décisif, s'enthousiasme Ronja Kempin. Tous les Etats membres ont compris que la guerre était de retour en Europe, que les moyens que l'on a ne suffisent pas pour faire face à la menace russe."*

"Ce choc de l'agression russe mobilise des efforts que l'on n'avait jamais vus avant."

Ronja Kempin, chercheuse au sein de la Stiftung Wissenschaft und Politik

à franceinfo

Delphine Deschaux-Dutard reste cependant prudente. *"Ce qui est frappant dans la défense européenne, c'est que ça marche à coup de crises, mais qu'on en revient à chaque fois aux limites qu'il y avait avant."* Est-ce bientôt *"la fin de l'adolescence européenne"* sur le sujet, comme le dit Ronja Kempin ? Au-delà du choc de la guerre en Ukraine, l'UE doit bientôt accoucher de sa boussole stratégique. Cet outil doit lui permettre, pour la première fois, de nommer les menaces auxquelles elle fait face. *"Une avancée majeure"* et concrète, selon Adája Stoetman.

J'ai eu la flemme de tout lire, vous me faites un résumé ?

La question d'une politique de défense commune à l'UE est revenue sur le devant de la scène à la faveur de l'invasion russe de l'Ukraine, jeudi 24 février. La rapidité et l'unité de la réaction européenne face à Moscou, et notamment la décision de fournir des armes à Kiev, pousse de nombreux experts à croire que l'on assiste à la naissance d'une véritable politique commune aux Vingt-Sept.

Si l'UE ne dispose pas d'armée propre, elle a mis en place plusieurs outils et organisations qui lui permettent de favoriser la coopération opérationnelle et financière entre Etats membres sur les questions de défense. Elle peut également envoyer dans des pays tiers des missions, généralement de soutien, composées de troupes des Etats membres.

Mais l'idée d'une politique de défense commune, apparue pour la première fois en 1954, a du mal à aller plus loin. En cause notamment, l'incapacité des Vingt-Sept à s'accorder sur les limites d'un tel projet ainsi que les différences de culture militaire entre chaque pays. Plusieurs Etats, notamment à l'est du continent, craignent en outre que l'UE ne se détourne de l'Otan, jugé crucial pour leur défense.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

La décision de Bruxelles d'acheter et d'envoyer de l'armement à l'Ukraine, une première dans son histoire, et l'annonce de l'Allemagne d'une hausse de son budget de la défense constituent néanmoins un tournant historique pour les Vingt-Sept. Et pourraient annoncer une nouvelle étape de l'intégration européenne.

Baverez – La mondialisation est définitivement morte

ÉDITO. L'invasion de l'Ukraine par Poutine oblige l'Europe à sortir de son pacifisme béat et à mener une guerre économique pour la survie de ses valeurs.

L'Union européenne demeure le premier partenaire de la Russie avec 37 % des échanges.

© GEORGES GOBET/AFP - Par Nicolas Baverez - Publié le 07/03/2022 à 11h00

Nul ne sait aujourd'hui où Vladimir Poutine s'arrêtera. Mais il est certain que l'agression russe contre l'Ukraine clôt non seulement l'après-guerre froide mais la mondialisation, qui s'efface devant la constitution de sphères d'influence et la guerre économique.

Les sanctions visant la Russie sont sans précédent, à la hauteur d'une attaque inédite par sa violence, son ampleur et sa duplicité depuis l'entreprise de conquête d'un espace vital par le III^e Reich d'Adolf Hitler. Les mesures arrêtées vont bien au-delà d'un embargo commercial, en visant les dirigeants russes, y compris Vladimir Poutine, les banques et les services financiers exclus du dispositif Swift, le fonds souverain et jusqu'à la Banque centrale de Russie, dont les réserves en devises sont gelées. Elles font l'objet d'une étroite coordination entre les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada, la Suisse, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud.

Ce train de sanctions a des conséquences immédiates pour les marchés mondiaux. Elles ont une incidence sur l'Europe, où le prix de l'énergie augmente fortement, tout comme celui des métaux stratégiques, dont le rôle est vital pour l'aéronautique, l'automobile ou la transition écologique. L'agriculture n'est pas en reste. La guerre provoque une envolée des cours. L'Europe n'échappera donc pas à une baisse de sa croissance et à une accélération de l'inflation. Pour leur part, les marchés financiers sont sous la menace d'un nouveau krach, sur fond de bulles spéculatives nourries par les liquidités déversées par les banques centrales durant l'épidémie de Covid-19.

L'économie s'efface devant la violence

Les conséquences sur l'économie mondiale ne se limiteront pas à ces effets à court terme. Ces derniers seront durables et déterminants. La mondialisation, ébranlée par le krach de 2008 et la pandémie, est définitivement morte. Elle reposait sur l'ouverture des frontières, la financiarisation et l'interconnexion des économies, les progrès de la société ouverte. L'espoir d'une paix construite sur l'intensification du commerce et l'intégration des sociétés n'a plus cours. L'économie s'efface devant la dynamique de la violence et la constitution de sphères d'influence largement fermées. La priorité concerne dès lors la sécurité et la souveraineté économiques, y compris sous la forme de la planification d'une économie de guerre conçue pour résister aux menaces sur l'accès à l'énergie et aux matières premières, aux frappes sur les infrastructures essentielles ou aux cyberattaques.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

L'Europe se trouve en première ligne face au basculement de la géo-économie mondiale. L'intégration européenne a été fondée sur le droit et le marché pour contourner l'échec politique et stratégique de la Communauté européenne de défense, en 1954. Elle doit aujourd'hui se réinventer autour de la défense de la liberté et de la souveraineté technologique, industrielle, énergétique, alimentaire. Cela implique de rompre avec le mercantilisme et la complaisance envers les régimes totalitaires et les démocraties, qui les ont renforcés tout en installant les démocraties dans une relation de dépendance délétère.

Une réforme du marché européen de l'énergie inévitable

L'Union européenne doit tirer toutes les conséquences de ses premiers échecs face à l'épidémie de Covid, puis de la réussite de sa mobilisation industrielle autour de la production des vaccins. Elle demeure le premier partenaire de la Russie avec 37 % des échanges, largement devant la Chine qui représente 15 % des exportations et 20 % des importations effectuées par Moscou. La capacité à réduire la dépendance du continent vis-à-vis de Moscou dans le domaine de l'énergie et de l'alimentation sera un élément clé. D'où la nécessité de réformer le marché européen de l'énergie pour déconnecter les prix de l'électricité de ceux du gaz. D'où la suspension de l'arrêt des trois dernières centrales nucléaires allemandes, la révision de la loi de programmation pour l'énergie en France qui planifiait la réduction de la production d'électricité nucléaire, la prolongation de l'exploitation des champs de gaz de la mer du Nord. D'où la réorientation de la politique agricole commune pour viser l'autonomie alimentaire de l'Union.

C'est bien la logique de fonctionnement du grand marché européen qu'il s'agit de repenser autour de l'impératif de la sécurité. Cette refondation ne signifie pas l'autarcie, contrairement à la stratégie poursuivie par Vladimir Poutine en Russie. Elle requiert une stratégie globale jouant sur toute la palette des instruments disponibles : protection des entreprises, des technologies et des compétences stratégiques, relocalisation des activités vitales, diversification des sources d'approvisionnement, garantie d'accès aux ressources rares. Elle appelle la mise en place d'un réseau d'accords économiques et commerciaux avec les démocraties, en Amérique du Nord mais aussi en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique.

Nouveau contrat économique et social

Il faut également remédier d'urgence aux dérives du capitalisme financier et de l'économie numérique. Comme en 1945, la résistance aux régimes qui entendent liquider la démocratie suppose un nouveau contrat économique et social qui limite les inégalités et restabilise la classe moyenne dans les pays développés. Face à la menace qui pèse sur la liberté, il est par ailleurs grand temps de donner la priorité aux investissements réels pour renforcer la sécurité économique plutôt qu'à la vente d'objets de luxe virtuels dans le métavers.

Vladimir Poutine a fait basculer le monde dans une logique de guerre qui s'étend à l'économie. Les démocraties occidentales ont perdu la mondialisation après l'avoir inventée, en cédant à la facilité des dividendes de la paix, de l'économie de bulle et des mirages du monde virtuel. Elles n'ont désormais d'autre choix que de gagner la guerre économique.



Un mois de guerre en Ukraine vu par cinq reporters sur le terrain : "Cela me rappelle la Tchétchénie"

Article rédigé par Julie Rasplus - France Télévisions - Publié le 01/04/2022 07:48 Mis à jour le 02/04/2022 09:47



Un enfant attend un hypothétique train sur le quai bondé de la gare centrale de Kiev, le 2 mars 2022.
(FLORIAN LE MOAL / FRANCE TELEVISIONS)

Plusieurs journalistes de France Télévisions ont accepté de commenter les moments qui les ont marqués au cours de leur mission en Ukraine.

Que retient-on de la guerre ? Depuis le début de l'invasion russe, le 24 février, de nombreux journalistes se sont rendus en Ukraine pour couvrir le conflit et ses répercussions. Alors que les combats se poursuivent, franceinfo a sollicité plusieurs membres d'équipes de tournage de France Télévisions au retour de leur mission.

Ces journalistes reporters d'images, grands reporters ou monteurs ont accepté de partager ce dont ils ont été témoins ces cinq dernières semaines. Ils commentent, en images, les moments qui les ont marqués. Voici leur carnet de route.

Novoluhanske, le 19 février



Le ministre de l'Intérieur ukrainien (au sol, à gauche) est visé par des tirs d'obus, le 19 février 2022, à Novoluhanske.

(STEPHANE GUILLEMOT / FRANCE TELEVISIONS)

Yan Kadouch, monteur. "Le ministre de l'Intérieur ukrainien se rend dans les tranchées du Donbass, où la guerre entre forces ukrainiennes et séparatistes prorusses dure depuis 2014. C'est un coup de communication destiné à remonter le moral des troupes. Il nous dit : 'Sur cette position, l'armée est aux aguets. J'ai parlé aux soldats. Je vous assure que les autres n'ont aucune chance.' On sort de la tranchée et la situation dégénère. Une première frappe d'obus tombe. Elle surprend tout le monde.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

On se couche sur le sol, puis on repart en courant vers les voitures. Deuxième tir. Il tombe à moins de 50 m du ministre qui est plaqué au sol, protégé par ses gardes du corps, puis exfiltré. La scène est aberrante. C'est un coup de com' qui foire totalement. Là, on vise un ministre. On bascule d'une guerre de tranchées à une guerre nationale."

Kiev, le 25 février

Maïdan, la place de l'Indépendance à Kiev (Ukraine), le 25 février 2022.

(FLORIAN LE MOAL / FRANCE TELEVISIONS)



Florian Le Moal, grand reporter. "C'est le premier soir de notre mission. Nous venons d'arriver à Kiev. L'invasion russe a commencé la veille au petit matin. Mon collègue Marc de Chalvron et moi avons été envoyés dans la foulée. Nous passons cette première soirée dans un hôtel. Ma chambre donne sur Maïdan, la place de l'Indépendance. Lorsque je prends cette photo,

je suis incapable d'imaginer et de mesurer l'enfer qui va s'abattre sur le peuple ukrainien."

Kharkiv, le 25 février

Des patients sont réfugiés dans le sous-sol de l'hôpital général de Kharkiv, le 25 février 2022, au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

(STEPHANE GUILLEMOT / FRANCE TELEVISIONS)



Yan Kadouch, monteur. "On se dirige vers l'hôpital de la deuxième ville du pays car les bombardements ont commencé et il y a des victimes. Dès qu'on entre, on voit du personnel et des patients – ceux qui sont

'transportables' – prendre les escaliers pour se réfugier au sous-sol. On se retrouve dans la pénombre avec des malades, des gens qui boitent, des blessés. La symbolique est dure. Il y a de l'humidité, on entend des bruits sourds au loin. On voit des gens descendre donc on sait que ça ne se calme pas là-haut. Les gens sont prostrés. Ils attendent que ça se calme ou que ça tombe.

Kharkiv, le 25 février

Une mère rassure son enfant dans une rame du métro de Kharkiv, le 25 février 2022.

(STEPHANE GUILLEMOT / FRANCE TELEVISIONS)





Yan Kadouch, monteur. "Dans la rue, les gens courent, d'autres s'habituent aux alarmes, certains cherchent les abris. Après l'hôpital, on se dirige vers la grande station de métro de Kharkiv. C'est devenu le refuge des civils car les lignes sont très profondes et protégées. Un immense escalator y descend. On tombe sur des familles entières, des personnes âgées, des enfants. Il y a toujours ce décalage avec l'insouciance des enfants... Dans une des rames, un petit garçon s'accroche à son doudou et sa mère le rassure."

Dnipro, le 1er mars



Un atelier de préparation de cocktails Molotov a élu domicile dans une école, à Dnipro (Ukraine), le 1er mars 2022.

(STEPHANE GUILLEMOT / FRANCE TELEVISIONS)

Yan Kadouch, monteur. "On nous donne rendez-vous près d'un lieu tenu secret. C'est une école mais je ne le comprends pas tout de suite. Une personne nous fait entrer. On ouvre une première salle et on tombe sur un atelier clandestin de fabrication de cocktails Molotov.

C'est devenu le symbole de la résistance, à la David contre Goliath. Les hommes remplissent les bouteilles avec un liquide inflammable puis les rangent dans des caisses. C'est une vraie usine. Dans un long couloir qui dessert les classes, des femmes déchirent du tissu pour faire les mèches et les fixent autour des bouteilles. Ce sont toutes des mères, femmes, cousines d'un homme au front. Elles nous disent qu'elles ne peuvent pas rester sans rien faire."

Gare de Kiev, le 2 mars



Un enfant attend un hypothétique train sur le quai bondé de la gare centrale de Kiev, le 2 mars 2022.

(FLORIAN LE MOAL / FRANCE TELEVISIONS)

Florian Le Moal, grand reporter. "Lorsque nous arrivons à la gare centrale, la foule d'anonymes, tous habités par l'espoir d'un hypothétique train, est impressionnante. Nous accédons difficilement aux quais. Tout le monde est écrasé. Ceux qui ont la chance d'être en famille se

tiennent par la main, avec force, pour ne pas être séparés. Sur le quai, ce sont des centaines de visages qui nous saisissent. Mon regard est furtif. Je ressens, je déclenche. Sortis de la gare, nous prenons la direction de l'hôtel pour monter le sujet. Nous voulons raconter cet exode. On mesure que ce n'est que le début. Je pense à Sarajevo en ex-Yougoslavie, Grozny en Tchétchénie, Homs en Syrie."



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30



Kiev, le 3 mars

Une famille se quitte, le 3 mars 2022, à Kiev (Ukraine).

(FLORIAN LE MOAL / FRANCE TELEVISIONS)

Florian Le Moal, grand reporter. "Il y a la désolation, la douleur, la souffrance, la mort, le déchirement. Le déchirement de ceux qui restent comme de ceux qui tentent de fuir. Il y a ce grand-père qui reste et dit au

revoir à sa fille et son petit-fils. C'est ce que j'imagine ; je ne leur ai pas parlé. Je n'ai pas voulu interrompre cette intimité douloureuse. Ils s'aiment tellement. Je le vis. Je les regarde. Je les filme de longues minutes, à distance. Je me sens proche d'eux. En témoin révolté et bouleversé, je pleure avec eux, sans connaître leur histoire, avec seulement l'émotion comme traductrice."

Kiev, le 3 mars



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky donne une conférence de presse improvisée, le 3 mars, à Kiev.

(CHRISTOPHE KENCK / FRANCE TELEVISIONS)

Christophe Kenck, journaliste reporter d'images. "On reçoit une convocation pour une conférence de presse improvisée du président Zelensky. Quelques journalistes y sont conviés. Je me retrouve dans une voiture qui fonce. Je ne comprends pas le

trajet, il est rapide. On nous sort de la voiture, on nous contrôle des pieds à la tête, puis on se retrouve dans des sous-sols sans lumière, et on arrive dans une salle de conférence. Je suis, à quelques mètres, de cet ancien acteur, élu président de la République en mai 2019, et qui défie, en chef de guerre, l'ogre russe."

Irpin, le 5 mars



Des combats éclatent dans Irpin, le 5 mars 2022, en Ukraine.

(CHRISTOPHE KENCK / FRANCE TELEVISIONS)

Christophe Kenck, journaliste reporter d'images. "Je suis au nord de Kiev en train de grenouiller sur des barrages tenus par les brigades territoriales pour essayer de faire un reportage. On m'appelle pour me dire que c'est la guerre à Irpin. Je regarde ma position. Je suis à 8 km. Pas le temps d'aller chercher le reste de l'équipe. On

décide ensemble que je m'y rends. La bataille est acharnée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Les Ukrainiens essaient de repousser l'attaque massive des Russes. Irpin est un verrou stratégique, Kiev est à 20 km. L'armée ukrainienne nous empêche d'entrer, alors je filme de loin. Les bombardements sont impressionnants. Cela me rappelle la Tchétchénie en 2000."

Odessa, le 9 mars



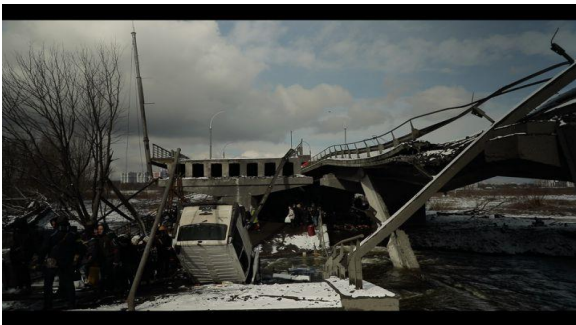
Une milice citoyenne se forme au maniement des armes, à Odessa (Ukraine), le 9 mars 2022.

(FABIEN LASSERRE / FRANCE TELEVISIONS)

Fabien Lasserre, journaliste reporter d'images. "Dans une école de formation de la Défense territoriale, une milice citoyenne est formée à la hâte pour prêter main forte à l'armée ukrainienne. Beaucoup de femmes viennent s'entraîner dans ce lieu à garder secret pour ne pas renseigner l'armée russe. Elles ont parfois à peine 20 ans. Parmi elles, Marina ou Yulia

affichent une volonté sans faille d'en découdre, d'apprendre vite à manier les armes en vue de défendre leur ville, Odessa. Au point même de nous demander de partir quand le cours devient plus technique..."

Le pont d'Irpin, le 9 mars



Le pont détruit d'Irpin, au nord de Kiev (Ukraine), le 9 mars 2022.

(FLORIAN LE MOAL / FRANCE TELEVISIONS)

Florian Le Moal, grand reporter. "C'est la troisième fois que nous nous y rendons. La première, c'était le 1er mars. La veille, l'armée ukrainienne a détruit le pont pour ralentir la progression tant redoutée des troupes russes."

Lorsque nous y allons pour la dernière fois, cela fait 14 jours que l'invasion a commencé. Les Russes ont été ralentis par la résistance que leur opposent l'armée ukrainienne et la défense territoriale, ainsi que de sérieux problèmes de logistique. Irpin subit des bombardements quotidiens. La population essaye de fuir en passant sous le pont."

Irpin, le 9 mars

Une femme se terre dans un abri, à Irpin (Ukraine), le 9 mars 2022.

(FLORIAN LE MOAL / FRANCE TELEVISIONS)

Florian Le Moal, grand reporter. "Nous décidons de franchir le pont dans l'autre sens."





La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Nous rencontrons Evgueniv, un volontaire qui évacue les habitants à l'aide de sa voiture. Il nous conduit dans Irpin. Nous découvrons avec effroi que les habitants d'un immeuble sont terrés dans un abri, sans contact avec l'extérieur, sans réseau téléphonique. Ils ne sont pas au courant des évacuations. Sortir, c'est risquer de mourir. La veille, un obus s'est abattu à 50 m de l'entrée du bâtiment."

Lviv, le 11 mars



Une mère pleure son fils mort aux combats, le 11 mars 2022, dans une église de Lviv.

(FABIEN FOUGERE / FRANCE TELEVISIONS)

Fabien Fougère, journaliste reporter d'images. "Nous sommes dans l'église des saints apôtres Pierre et Paul de Lviv. Nous assistons à la sépulture de trois soldats ukrainiens tombés au front dans le sud du pays, à 850 km de chez eux. La mère de Taras, 25 ans, s'incline sur la

tombe de son fils. Dans la nef, les familles des défunts et des Ukrainiens anonymes venus témoigner leur soutien. L'émotion est dans tous les regards."

Irpin, le 12 mars



Une mère, entourée de deux de ses filles, hésite à quitter Irpin, le 12 mars 2022, alors que les bombardements s'intensifient.

(CHRISTOPHE KENCK / FRANCE TELEVISIONS)

Christophe Kenck, journaliste reporter d'images. "Cette famille originaire de Donetsk a déjà tout perdu en 2014. Nous sommes avec elle à Irpin. La ligne de front est à 200 m. Anna (*au milieu*), la mère, refuse de partir malgré les bombardements. Elle

ne veut pas laisser sa maman seule. Tout le monde insiste pour qu'ils partent avec les trois enfants et la grand-mère. Nous essayons d'intervenir. Comment ne pas le faire ? Ils sont en danger. Nous finissons par les quitter. On a appris qu'Anna a été tuée, le 14 mars, par un tir d'obus. Elle a succombé dans les bras de son mari. Cette histoire m'a bouleversé."



Lviv, 14 mars

L'équipe de France Télévisions monte son sujet dans l'abri antiaérien de son hôtel, le 14 mars 2022, à Lviv (Ukraine).

(FABIEN FOUGERE / FRANCE TELEVISIONS)

Fabien Fougère, journaliste reporter d'images. "Nous tournons ce jour-là un reportage près de la base militaire de Yavoriv, frappée la veille par des bombardements. La base se trouve à une vingtaine de kilomètres seulement de la frontière polonaise. Alors que nous terminons le montage de notre sujet à l'hôtel, une sirène retentit."



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Nous terminons le montage dans l'abri antiaérien, parmi les autres clients de l'hôtel. Pendant nos deux semaines de reportage, les sirènes auront retenti quasiment chaque nuit."

Odessa, le 20 mars



Un militaire ukrainien demande en mariage sa compagne, à Odessa (Ukraine), le 20 mars 2022.

(FABIEN LASSERRE / FRANCE TELEVISIONS)

Fabien Lasserre, journaliste reporter d'images. "Nous assistons à une demande en mariage d'un militaire ukrainien dans Odessa barricadée. Nous sommes les seuls à les filmer, ce qui me fait dire qu'il s'agit d'une opération de communication d'opportunisme... ou pas. Quoiqu'il en soit, la future mariée pleure. Et quel symbole, avec l'opéra visible juste derrière les barricades. Les quelques personnes présentes, deux hommes et deux femmes, sont des amis et de futurs témoins du mariage. Ils nous ont demandé de leur envoyer les images."

Mikolaïev, le 21 mars



Ludmila, 78 ans, passe toutes ses nuits dans le sous-sol d'une école, à Mikolaïev.

(FABIEN LASSERRE / FRANCE TELEVISIONS)

Fabien Lasserre, journaliste reporter d'images. "Dans les sous-sols d'une école de Mikolaïev, ville verrou d'Odessa, Ludmila, 78 ans, passe toutes ses nuits et une partie de ses journées dans ce qui lui semble être un abri aux bombardements. Son quartier a été touché plusieurs fois. Touchée par des problèmes de dos qui lui imposent de dormir dans un lit médicalisé, elle est contrainte depuis un mois de dormir assise sur une chaise. Le lit la blesserait. Le quartier s'est organisé une vie souterraine, où les enfants jouent dans une apparente innocence. Certains nous disent rêver de formes sombres."